BAUX KATHLEEN

Résidence Les Oustalous,
Bât. La Palombière, App. 47,
57 rte d'Espagne, 31100 TOULOUSE

Chambre des Appels Correctionnels**Madame Claudine FORKEL**

Présidente de Chambre
Cour d'Appel de PARIS
10 bd du Palais, 75001 PARIS

CONCLUSIONS SUR LES RESIDUS MILITAIRES EXPLOSIBLES**POUR**

La partie civile **Kathleen BAUX**, N° 2052, 57 route d'Espagne, 31100 TOULOUSE
P.C. n°261 au procès de 1^{ère} instance

CONTRE**SOCIETE GRANDE PAROISSE****Monsieur SERGE BIECHLIN**

Prévenus

SCP SOULEZ-LARIVIERE, Avocats au Barreau de PARIS**SCP MONFERRAN**, Avocats au Barreau de TOULOUSE**EN PRESENCE :**Du **MINISTERE PUBLIC**Des **PARTIES CIVILES****PLAISE A LA CHAMBRE CORRECTIONNELLE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS*****Sur la cession des terrains militaires non dépollués...***

Le 24 janvier 2017, mes conclusions remises à la Cour d'Appel de Paris, grâce à des documents des archives militaires de Châtelleraut, ont révélé que **de nombreux terrains de la Poudrerie Nationale de Toulouse ont été cédés en l'état, sans dépollution des sols et sous-sols**, à la Ville de Toulouse à partir des années 1950. Il est évident que cette non dépollution était encore plus vraie en 1924 lors de la cession des terrains à l'ONIA.

C'est le cas, entre autres, du secteur du Lycée Gallieni, des Ecoles primaire et maternelle des Oustalous, de la résidence des Oustalous où j'habite, de la zone du Chapitre et tout particulièrement celle où a eu lieu l'explosion de Saïca Pack le 13 décembre 2011.

Ces terrains n'ont donc pas connu les dépollutions aussi contraignantes que celles exigées aujourd'hui par la Ville comme celle de la Cartoucherie de Toulouse effectuée après une dépollution largement insuffisante de la DGA. En 2012, plus de 50 000 munitions ont été découvertes après une exploration magnétométrique limitée à 3 mètres de profondeur par la société Géomine.

Considérant que cet **historique militaire est ignoré** par les experts judiciaires, l'hypothèse de transfert accidentel ou non de produits explosibles, sous formes de résidus ou bien de stockages temporaires ne peut donc être écartée et doit absolument être sérieusement examinée.

Ce type d'hypothèse de résidus oubliés est d'ailleurs la base première sur laquelle repose le scénario proposé par le collège d'experts judiciaires pour suggérer qu'un transfert de quelques résidus de DCCNa au fond d'un hypothétique sac GRVS a pu avoir lieu du bâtiment 335 au hangar 221 d'AZF.

Sur l'explosion de Saïca Pack le 13 décembre 2011...

Le 23 février 2017, Henri Fournet de la Commission d'Enquête Interne, a reconnu ne pas avoir mené de recherche suffisante à propos de ces résidus, notamment après avoir constaté l'événement explosif de Saïca Pack. La CEI, ayant fortement limité ses recherches auprès des archives militaires, elle n'a notamment jamais mentionné l'existence des anciens réseaux conducteurs souterrains de la Poudrerie Nationale, ni les liens avec ceux de l'usine SNPE voisine (ancienne Poudrerie Nationale).

Ayant pris en charge l'enquête sur l'origine de l'explosion de Saïca Pack du 13 décembre 2011, **la préfecture de Haute-Garonne n'a pourtant pas jugé utile de communiquer aux riverains le moindre rapport technique** précis expliquant cet événement grave et ce jusqu'à aujourd'hui.

C'est grâce à ce procès que l'expert Dominique Deharo commence à dévoiler aux Toulousains que des résidus de nitrocellulose se trouvaient à 5 mètres de profondeur sous la dalle de l'entrepôt de Saïca Pack. Ces petits cylindres de nitrocellulose américaine, dépourvus du composant chimique de stabilisation qui aurait disparu par vieillissement, auraient entamé une combustion lente. Les gaz et la température ne pouvant s'échapper, ils se seraient spontanément enflammés et auraient provoqué une déflagration dans les conditions de confinement. L'expert Dominique Deharo a reconnu que les autorités n'ont étrangement pas jugé utile d'aller plus loin dans les investigations. L'origine de l'amorçage décrit par ce responsable du Laboratoire d'analyse du SRPJ de Toulouse n'a pas été démontrée. Pourtant cet accident dans un hangar doté d'une armoire électrique industrielle juste à côté du cratère dans la dalle a coïncidé avec la présence de travaux importants qui avaient lieu en 2011-2012 à moins de 200 m de là sur le nouveau gros et puissant poste électrique 225 kV impasse Palayre.

Sur la nitrocellulose enfouie dans les ballastières et le problème du tonnage de la DGA...

En 2014, j'ai pu découvrir sur le terrain que des bandelettes et des petits cylindres de nitrocellulose avaient largement **dépassé l'enceinte des terrains militaires des ballastières** (Cf. ***Photographies de bandelettes et petits cylindre au sol, Annexe 01***). En effet, les inondations successives ont permis l'épandage de ces produits et notamment des petits cylindres issus des caisses des ballastières en décomposition. Ils se sont donc retrouvés présents sur tout le secteur environnant les ballastières et donc celui du terroir géré par l'ONIA pendant des décennies. La **DGA affirme donc à tort** que cette nitrocellulose n'a pas dépassé les limites militaires des ballastières.

Les archives militaires de Châtellerauld ont permis de constater que, depuis 2007, la DGA ne donne pas du tout la même version qu'avant 2000 sur le type de stockage de ces caisses immergées (Cf. ***plans de coupe de 1973 et 2007, Annexe 02***). **La DGA contredit depuis 2007 les archives militaires**. Le tonnage d'environ 4 500 tonnes annoncé par la DGA en 2007 est près de dix fois inférieur à la version des 46 020 tonnes annoncées par la préfecture en 2000 suite aux sondages ponctuels des démineurs de Montpellier et confirmée par le préfet Hubert Fournier dans le rapport de la Commission d'Enquête Parlementaire page 332 tome II. C'est bien cette quantité validée par la préfecture que M. Fournet a rappelé devant la Cour d'Appel le 23 février 2017.

Les déclarations actuelles de la DGA contredisent, de plus, les évaluations précises effectuées pendant plusieurs mois in situ par **l'entreprise E.T.S.M. en 1973**. En effet, au lieu d'un étalement sur un seul

niveau de caisses espacées de 50 cm, comme cela est décrit par la DGA en 2007, les caisses remplies de nitrocellulose (entre autres) étaient en réalité empilées sur le fond des ballastières **sur 3 étages serrés les unes contre les autres** et étaient, parfois, surmontées d'autres déchets explosibles ou non. (Cf. *Plans de ETSM de 1973, Annexe 03*)

Sur les résidus du secteur du Terril et leurs transferts vers le hangar 221 et 222...

Le terril situé juste au sud de la ballastière n° 3 a été depuis les années 1920 la destination finale de déchets industriels divers issus de l'ONIA dont une énorme quantité de mâchefers provenant de la chaufferie.

Situé entre les ballastières n° 3 et n° 4, la zone du terril est concernée par les enfouissements de nitrocellulose et l'éparpillement des petits cylindres et bandelettes de nitrocellulose constatés lors des crues.

Le transfert de mâchefer de ce terril à destination des remblais du secteur des hangars 221 et 222, a été mentionné dans les rapports des experts judiciaires et de nombreux témoignages de cadres de l'usine AZF. Il se heurte donc au problème de la présence de nitrocellulose hors des terrains militaires par transfert naturel ou humain.

De 1917 à 1924, la pollution par les déchets militaires de l'eau amenée par les canalisations municipales a été également un souci majeur largement médiatisée à l'époque. Elle remet en surface encore une fois le rôle de certaines conduites anciennes, mal connues, dans l'éparpillement de ces résidus dangereux vers le Nord de l'usine.

Le mémoire de l'ancien directeur de l'ONIA, Maurice Besnard signale qu'en 1928, l'ONIA a procédé à de nombreux essais d'explosivité du nitrate d'ammonium seul ou additionné de matière inerte, dans le secteur du Terril. Ce mémoire a été communiqué dans mes conclusions déposées le 24 janvier 2017.

Le secteur du Terril est toujours aujourd'hui sous le contrôle du Groupe Total dans un espace clôturé. Après 2001, il a été procédé à des aménagements importants au dessus de ce tas dont des essais infructueux de plantation d'arbustes.

Ces faits nouveaux ont été révélés à l'ouverture du procès dans mes conclusions du 24 janvier 2017. Ceci justifie une réouverture de la procédure après avoir saisi la chambre d'instruction, réellement nécessaire pour la manifestation de la vérité

Rejetant toutes conclusions contraires comme injustes ou infondées,

Par application des dispositions des articles 463 et 512 du Code de Procédure Pénale

PAR CES MOTIFS

- ***Je demande à la Cour d'Appel d'acter les propos de l'expert Dominique Deharo confirmant que des cylindres de nitrocellulose se trouvaient à 5 mètres de profondeur dans le secteur de la société Saïca Pack et ont été capables de provoquer une explosion et un cratère.***

- *Je demande à la Cour d'Appel d'acter les documents des archives militaires indiquant que la Poudrerie Nationale de Toulouse a cédé en l'état une partie de ses terrains sans dépollution des sols et sous-sols.*
- *Je demande à la Cour d'Appel d'acter que des terrains des ballastières cédés par le ministère de la défense dans les années 1980 à la société Grande Paroisse détenaient, selon les documents des archives militaires de Châtelleraut, une quantité et un mode de stockage contredisant fortement les derniers rapports de 2005 et 2007 écrits par des responsables de la DGA.*
- *Je demande à la Cour d'Appel d'acter que le secteur du terril, au Sud de l'usine AZF, et proche des ballastières, a été le secteur de tests d'explosifs de la part de l'ONIA et a été la source de transfert de produits à destination des remblais du secteur du hangar 222 et du 221.*
- *Faute de connaître l'ensemble de l'historique militaire des terrains de la Poudrerie Nationale de Toulouse dont Grande Paroisse faisait partie,
Faute de connaître l'ensemble des produits déposés dans le secteur du terril d'où sont parvenus les matériaux du remblai du hangar 221,
Faute de disposer d'un rapport technique expliquant l'explosion de nitrocellulose qui a eu lieu le 13 décembre 2011 à Saïca Pack, sur un ancien terrain de la PNT,
il est ainsi demandé à la Cour d'Appel de Paris de statuer sur sa compétence pour juger sur le fond dans le cadre de cette ordonnance de renvoi dont les qualifications n'ont plus de fondement, ni de motivations (Cf. l'article 222-23 du code pénal).*

Je sollicite la Cour d'Appel de Paris de se prononcer pour **une réouverture d'enquête** afin d'étudier les possibilités de transferts de produits explosibles sur l'ensemble du territoire de la PNT.

Ces demandes font suite

- aux remarques de mes conclusions déposées le 24 janvier 2017 à la Cour d'Appel de Paris, aux éléments techniques nouveaux communiqués dans ces conclusions :
Cf. **2017-01-24 - Annexes EN 15 – Autres aspects du passé militaire du site.pdf, Annexe 04.**

Fait à Toulouse, le 27 avril 2017, **Kathleen BAUX**